L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses N°168 du Jeudi 15 Septembre 2022

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.656.37.31 / 06.886.54.70/ 05 564.40.99 / E-mail:lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

Agriculture

Après les nouveaux villages agricoles, voici les zones agricoles protégées

(P.8)

Lancement officiel des états généraux de l'éducation nationale

Une nouvelle politique éducative, pour construire un pacte social durable

Anatole Collinet Makosso a identifié les défis auxquels l'Etat devrait s'atteler, afin de remédier aux maux qui minent l'école congolaise dans son ensemble. (P.3)

Royaume-Uni

Après le décès d'Elizabeth II, une nouvelle ère s'est ouverte avec Charles III

Charles III est arrivé au trône à 73 ans. (P.2)

Droits de l'homme

Le C.a.d dénonce une exécution publique extrajudiciaire à Mayanga, Brazzaville

(P.4)

Royaume-Uni

Après le décès d'Elizabeth II, une nouvelle ère s'est ouverte avec Charles III

Elle incarnait la continuité et l'unité de la Nation britannique et du Royaume Uni depuis 70 ans, la Reine Elizabeth II, figure historique de la monarchie anglaise, s'est éteinte, jeudi 8 septembre 2022, dans son palais de Balmoral, en Ecosse, à l'âge de 96 ans. Après l'annonce de son décès, les hommages officiels se sont multipliés partout dans le monde, notamment sur le continent africain où quelques Chef d'Etat ont salué la mémoire d'une icône qui a su incarner son empire, d'une femme d'Etat aux grandes qualités humaines et au parcours exceptionnel.

La reine Elizabeth II.

Le cercueil de la reine exposé dans la cathédrale Saint-James d'Edimbourg.

Pour honorer la mémoire de la reine disparue, les autorités britanniques ont annoncé onze jours de deuil national. Son fils aîné, le Prince Charles (73 ans), a été proclamé Roi d'Angleterre et du Royaume-Uni (Angleterre, Ecosse, Pays de Galle et Irlande du Nord), et Chef de l'Eglise anglicane, le 10 septembre 2022, sous le nom de Charles III, devenant aussi Chef de 14 autres Etats dont l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande et du Commonwealth, une organisation intergouvernementale regroupant 56 Etats membres.

La Reine Elizabeth II, dont le mari, le Prince Philippe, est décédé l'année dernière, souffrait, selon le palais royal, *«de problèmes de mobilité épisodique»,* depuis l'année dernière, la forçant ainsi à se retirer de presque tous ses engagements publics. Sa dernière prise de fonction officielle n'est survenue que le mardi 6 septembre, lorsqu'elle a nommé Liz Truss comme Premier ministre, le 15ème de son long règne. La mort du monarque attriste non seulement les Britanniques, mais également une bonne partie du monde.

En Afrique, des voix se sont élevées pour saluer la mémoire d'une femme d'Etat au parcours exceptionnel. Même s'il n'a pas manqué des voix discordantes. En effet, au concert des condoléances affluant du monde entier, une partie des Africains a exprimé de l'amertume sur la monarque et l'histoire coloniale de son pays.

Dans le cadre des hommages national, le cercueil de la Reine Elizabeth II a quitté Balmoral, dimanche 11 septembre, pour Edimbourg, la capitale de l'Ecosse, où il a été accueilli par une foule compacte lui rendant l'ultime hommage, avant d'être acheminé au Palais d'Holyroodhouse, la résidence royale écossaise. Le lendemain, le corps de la reine a été transféré en la cathédrale Saint-Gilles pour une cérémonie religieuse à laquelle ont prit part le Roi Charles III, la famille royale et des personnalités invitées. Par la suite, plusieurs anonymes se sont inclinés devant la dépouille de l'illustre disparu.

Le cercueil de la monarque a été rapatrié par avion, mardi 13 septembre dans la soirée, à Londres, où il est exposé, depuis mercredi, au Palais de Westminster, permettant ainsi au public de lui rendre l'ultime hommage jusqu'à la date de ses funérailles royales, prévues lundi 19 septembre. Plusieurs personnalités politico-administratives et publiques du monde sont attendues à l' occasion de ses obsèques.

La Reine Elizabeth II est montée sur le trone après la mort de son père, le Roi Georges VI, le 6 février 1952, alors qu'elle n'avait que 25 ans. Elle est couronnée en juin de l'année suivante. C'était le premier couronnement télévisé qui laissait prévoir un nouveau monde dans lequel la vie de la famille royale allait être de plus en plus scrutée par les medias.

Elle était le 40ème monarque d'une lignée royale qui a suivi le roi normand, Guillaume le conquérant, qui revendiquait le trône d'Angleterre en 1066, après avoir vaincu le souverain anglo-saxon Harold II, à la bataille de Hasting. Elle était le monarque ayant régné le plus longtemps dans l'histoire de la monarchie britannique.

Roland KOULOUNGOU

Ministère de l'économie, du plan de la statistique et de l'intégration régionale

Adoption d'un nouveau cadre de gestion des investissements publics

Le Ministère de l'économie, du plan, de la statistique et de l'intégration régionale, à travers le P.r.i.s.p (Projet des réformes intégrées du secteur public), financé par la Banque mondiale, a tenu, du 13 au 15 septembre 2022, au grand hôtel de Kintélé, dans la sous-préfecture d'Ignié (Département du Pool), au Nord de Brazzaville, un atelier de validation et d'opérationnalisation du cadre général de gestion des finances publiques. Ouvert par Mme Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, ministre de l'économie, du plan, de la statistique et de l'intégration régionale, en présence de son collègue Léon-Juste Ibombo, ministre des postes, des télécommunications et de l'économie numérique, cet atelier a connu la participation des cadres venus de différents départements ministériels, sous la supervision de Patrick Valéry Alakoua coordonnateur du P.r.i.s.p.

Léon juste Ibombo et Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas entourés des particiapants.

L'animation de l'atelier était assurée par la mission d'assistance technique de la Banque mondiale qui appuie la mise en œuvre du plan d'action triennal 2021-2023 de la réforme du système de gestion des finances publiques, sous la conduite du chef de mission, le Dr Rufin S.A Baghana.

Les documents de base ont été élaborés par deux ateliers, tenus au mois de mars, notamment celui relatif au cadre de l'opérationnalisation de la loi organique relative aux lois des finances et de la rationalisation du dispositif et à l'élaboration des fiches de projets dynamiques adaptées au budget-programme.

Ouvrant les travaux, la ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas a invité les participants à la rigueur et à l'assiduité au travail, pour assimiler la démarche retenue dans le nouveau cadre général de gestion des investissements publics, afin de renforcer la chaîne classique de la dépense publique. *«Cette réforme qui est en cours de finalisation, constitue un profond changement de paradigme qui, lui-même, invite à une réforme du sous-secteur de planification et de gestion des investissements publics, afin d'assurer l'arrimage aux exigences du cadre harmonisé de gestion des finances publiques en général et de la loi organique relative aux lois de finances en particulier»,* a-t-elle déclaré.

Le Dr Rufin S.A Baghana, principal animateur de l'atelier, a donné la quintessence et l'intérêt de cet atelier: *«Nous arrivons au terme d'un processus de longue haleine. Nous avons commencé avec les ministères, depuis environ une année, à préparer ce cadre qui est issu du nouveau cadre juridique des finances publiques, lui-même issu des nouvelles directives de la Cemac. Ce nouveau cadre juridique de gestion des finances publiques et de l'investissement public introduit, dans notre pays, un nouveau dispositif que nous appelons la chaîne de planification des investissements publics, pour être conforme au nouveau système de gestion budgétaire, notamment le mode de gestion appelé budget-programme».* Avec le nouveau cadre, la gestion des finances publiques sera indexée aux résultats. Ce qui témoignera de son efficacité.

Signalons que cet atelier a regroupé les cadres des ministères, des spécialistes en passation de marchés, des experts en système d'information dans les finances publiques et en planification, ainsi que ceux évoluant au sein de la Direction générale du plan et du développement, à la Direction générale du partenariat au développement et au Centre national d'études et d'évaluation des projets d'investissement public.

Martin BALOUATA-MALEKA

Lancement officiel des états généraux de l'éducation nationale

Une nouvelle politique éducative, pour construire un pacte social durable

Le Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, a lancé, mardi 13 septembre 2022, lors d'une cérémonie au Palais des congrès, à Brazzaville, les états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de la recherche, en présence de la représentante-résidente de l'Unesco, Mme Fatoumata Marega, de la représentante de l'Unicef, Mme Chantal Umutoni, du préfet de Brazzaville, Cébert Iboko Onanga et de Matson Hellot Mampouya, haut-commissaire à l'organisation des états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de la recherche, des membres du gouvernement, des représentants des institutions nationales, des organisations de la société civile et de nombreux acteurs du monde de l'éducation et de la recherche. Partant du constat général sur la réalité du système éducatif national, dont il a cité les maux, Anatole Collinet Makosso a identifié les défis auxquels l'Etat devrait s'atteler, afin de remédier aux maux qui minent l'école congolaise dans son ensemble.

Pour ce qui est des états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de la recherche, fortement soutenus par le système des agences des Nations unies, la Banque mondiale, les mouvements associatifs du monde scolaire, le corps enseignant, les partenaires internationaux, le processus de leur tenue est lancé. Les assises à proprement parler se tiendront dans quelques semaines.

Organisés par le Haut-commissariat que dirige Hellot Matson Mampouya, ces états généraux bénéficient de la grande mobilisation citoyenne visant à améliorer l'éducation dans notre pays. Dans son discours de lancement officiel, Anatole Collinet Makosso a souhaité que la loi d'orientation scolaire de 1995, devenue obsolète, soit revisitée par la communauté éducative.

Photo des officiels a l'issue de la cérémonie d'ouverture.

les participants à la cérémonie de lancement des états généraux.

Selon lui, l'organisation des états généraux est un moment pour comprendre l'importance que le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, et le gouvernement accordent à la réforme du système éducatif national. Ce qui témoigne de l'intérêt de l'Unesco à soutenir l'initiative, en mettant à la disposition du gouvernement l'expertise technique internationale du système des Nations unies qui assure la coordination mondiale de l'agenda de l'O.d.d (Objectif du développement durable) n°4. *«Le financement, la qualité et la finalité de l'éducation sont les principaux axes de notre réflexion»*, a-t-il déclaré.

Le haut-commissaire Hellot Mampouya a saisi cette opportunité pour présenter le processus qui a abouti à l'organisation de ces états généraux, processus constitué en quatre étapes bien distinctes, dont le clou sera, dans quelques semaines, l'organisation des assises des états généraux, *«pour encourager la formation dans notre pays»*.

Pour sa part, la représentante de l'Unicef, Mme Chantal Umutoni, cheffe de file des partenaires de l'éducation au Congo, a salué la tenue de ces états généraux, *«cet engagement du gouvernement est salué par le système des agences des Nations unies pour un accompagnement soutenu»*.

De son côté, Mme Fatoumata Marega a indiqué que *«les états généraux de l'éducation constituent un cadre de référence, pour compléter et approfondir les diagnostics sectoriels réalisés, proposer de nouvelles orientations et réformes sectorielles appropriées, en vue de tenir l'ensemble des engagements souscrits en faveur de l'éducation au titre du P.n.d (Plan national de développement), l'Agenda international des O.d.d et l'agenda 2063 de l'Union africaine»*.

Les états généraux sont un moment ou les consultations départementales permettront de recueillir les besoins réels exprimés par le monde éducatif. C'est un rendez-vous du donné pour une amélioration qualitative du système éducatif.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Editorial

Un calme suspicieux?

Depuis la fin du remuant processus électoral lié aux élections législatives et locales et la célébration de la fête de l'indépendance nationale, le 15 août dernier, la capitale politique, Brazzaville, est plongée dans un calme olympien. En dehors de l'ébullition qu'a provoqué l'affaire des braquages où l'on a découvert l'implication éhontée des agents de police, tout est calme dans l'actualité nationale. Est-ce imputable aux vacances présidentielles, gouvernementales, judiciaires, scolaires, parlementaires, etc?

Le Chef de l'Etat est rentré de ses vacances en Turquie, samedi 10 septembre. Aussitôt revenu à Brazzaville, en compagnie de son épouse, Mme Antoinette, il a reçu en audience l'ambassadeur de Chine, avant de s'envoler, lundi 12 septembre, pour Naïrobi où il a assisté, mardi 13 septembre, à la cérémonie d'investiture de William Ruto, le Président kenyan élu, au Stade Kasarami de Nairobi, qui a fait le plein de ses 60 mille places. Il a enchaîné directement avec l'investiture du Président angolais, Joao Lurenço, jeudi 15 septembre, à Luanda.

Mais, le calme olympien qui règne sur la capitale politique dissimule une question lancinante et même intrigante: le remaniement gouvernemental. On scrute les faits et gestes du Chef de l'Etat et aucun signe n'indique qu'un tel évènement se prépare. A la veille de la fête du 15 août, on a entendu parler de la démission-reconduction du Premier ministre Anatole Collinet Makosso. Puis, plus rien!

Rompu à l'exercice du silence, le Chef de l'Etat ne pipe aucun mot depuis qu'il est revenu des vacances. Bon, même s'il n'y a pas remaniement, les ministres qui siègent maintenant à l'assemblée nationale doivent tout de même être remplacés! Ils ne vont quand même pas siéger à la fois au conseil des ministres et à l'assemblée nationale, dans un pay qui a consacré la séparation constitutionnelle des pouvoirs? Avant d'aller à l'assemblée nationale, on n'a même pas entendu qu'ils ont démissionné du gouvernement. Hermella Destinée Doukaga est devenue deuxième questeur de l'assemblée nationale; Honoré Sayi a quant à lui pris le poste de secrétaire du groupe parlementaire U.pa.d.s à l'assemblée nationale. Ces départs ont donc des conséquences au niveau gouvernemental. Tout le monde est convaincu qu'il se passera bien quelque chose, mais quand? Dans deux semaines, le parlement va démarrer sa session budgétaire. Le gouvernement quant à lui devrait préparer le retour des enfants à l'école. En tout cas, les deux semaines qui restent du mois de septembre devraient bien finir par apporter une réponse!

L'HORIZON AFRICAIN

Tribune

Succession en Afrique: des Républiques héréditaires au sein des pays francophones

Plusieurs décennies se sont écoulées après les indépendances des années 50 et 60 où les liens de famille ne pesaient pas sur la politique. Voilà que nous assistons, depuis plus de deux décennies, à des successions héréditaires en Afrique dite «francophone». Je pense notamment à la RD Congo, au Togo, au Gabon et au Tchad. L'on y a assisté à des successions présidentielles de père en fils.

Le 26 janvier 2001, à Kinshasa, Joseph Kabila est porté au pouvoir par le clan dirigeant, après l'assassinat de son père, Laurent-Désiré Kabila. Plus tard, au Togo, au pouvoir depuis 1967, le général Gnassingbé Eyadema (69 ans), est décédé un samedi matin 26 février 2005, *«alors qu'il était évacué d'urgence»* pour des soins médicaux vers Israël.

Peu après l'annonce de son décès, les Fat (Forces armées togolaises) ont *«confié»* le pouvoir à Faure Gnassingbé, un des fils du Chef de l'État décédé, au mépris des dispositions de la Constitution togolaise qui prévoit que le président de l'Assemblée nationale exerce l'intérim, en attendant l'organisation d'une élection présidentielle dans les 60 jours qui suivent.

En 2009, au Gabon, Ali Bongo succède à son père, Omar Bongo, mort début juin, après 41 ans de pouvoir. Il promet d'être *«le Président de tous les Gabonais sans exclusive»*, peu après l'annonce de sa victoire électorale contestée par ses deux principaux rivaux qui s'étaient eux-mêmes proclamés vainqueurs depuis plusieurs jours.

Au Tchad, nous avons encore assisté à l'arrivée au pouvoir d'un fils, Mahamat Idriss Deby Itno, qui succédait à son père, le Président Idriss Deby Itno, assiné quelques heures avant, le 20 avril 2021. Adoubé par un Conseil militaire à la solde du pouvoir, le fils, illustre inconnu de la scène politique nationale, prenait la tête du pays dans une sorte de transition monarchique qui ne dit pas son nom. A qui profite ce drame?

Actuellement au Congo, nous avons assisté, aux dernières élections législatives et locales, au phénomène de *«parentocratie»,* avec le parrainage des enfants et petits-enfants par leurs parents, pour devenir députés ou conseillers municipaux. On a constaté une forte présence des enfants et petits-enfants des politiciens dans la course électorale. Aujourd'hui, certains enfants et petits-enfants siègent au parlement.

Le débatteur et politologue Constant Ebara Péa a élucidé ce phénomène où la République est devenue la propriété de quelques familles bien assises dans les sommets de l'Etat. C'est un vrai hold up dynastique qui fait grincer les dents au reste de la population. En trame, un débat sournois mais intense se poursuit, celui d'une possible succession dynastique à la tête de l'Etat. Désormais, les cartes dans la hiérarchie étatique sont rabattues en fonction de cette dynamique successorale, pensent certains Congolais.

Au Cameroun, Frank Biya est vu comme successeur de son père. En Guinée Equatoriale, le fils de Théodore Obiang est à deux pas de la présidence, malgré le mécontentement populaire.

Les Gabonais suspectent Ali Bongo de vouloir placer son Fils, Noureddin Bongo, à la tête du pays, les années prochaines.

Enfin, voici un peu à quoi ressemble l'Afrique francophone. Les politiques doivent opter pour la méritocratie, le respect des textes républicains et faire passer l'intérêt du peuple avant tout. Hélas, c'est loin d'être le cas. Que feront ceux-là qui n'ont pas de parents haut placés, pour bénéficier de cette parentocratie? Est-ce une bombe à retardement? Et si c'était le cas, comment vont-ils désamorcer cette bombe, avant qu'il ne soit trop tard?

Loïck MFUMU LOUBASSA MOSSIPY

Droits de l'homme

Le C.a.d dénonce une exécution publique extrajudiciaire à Mayanga, Brazzaville

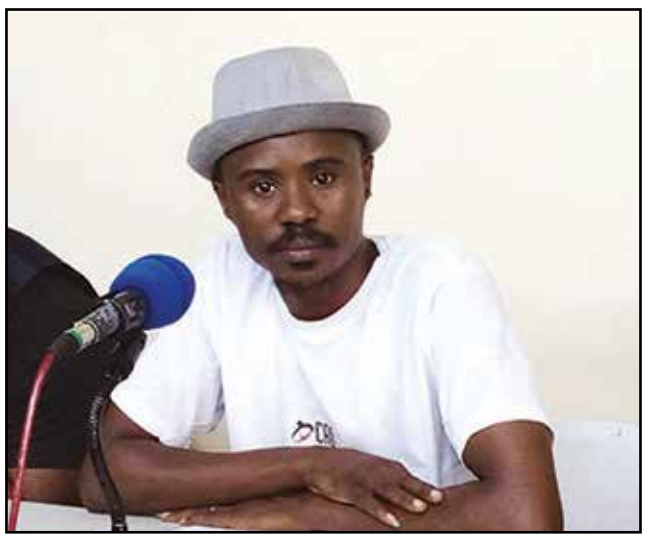
Le C.a.d (Centre d'actions pour le développement) une organisation non-gouvernementale de défense des droits de l'homme, a publié, jeudi 8 septembre 2022, à Brazzaville, une déclaration dans laquelle il dénonce l'exécution publique, le 30 août 2022, d'un jeune de 22 ans, Chanceslas Prince Banou Samba, auteur d'une blessure par arme blanche contre un autre jeune, avec qui il se battait, à Mayanga. Le C.a.d considère que la mort de ce jeune est une exécution extrajudiciaire et appelle à ce qu'une enquête soit ouverte, pour que Justice s'ensuive. Voici la version du C.a.d sur les faits qui se sont produit à Mayanga.

Banou Samba Chanceslas Prince (22 ans), vient allonger la liste des victimes de la vague des exécutions extrajudiciaires sous le fallacieux prétexte de lutte contre le banditisme en République du Congo. Le Centre d'actions pour le développement (C.a.d) exprime sa profonde indignation et condamne cet homicide illégal de trop. Le commissaire Boudzoumou Chalay, auteur de cet acte crapuleux, doit répondre devant la justice. L'impunité dont il bénéficie indique que la pratique d'exécution sommaire est devenue une norme au sein de la police et que tuer est, pour les agents de l'ordre, un acte banal. Nous appelons les autorités congolaises à mettre immédiatement fin à l'usage disproportionné de la force contre les civils dans leur répression du banditisme.

En effet, le 30 août 2022, aux environs de 7h du matin, Banou Samba Chanceslas Prince sort de chez lui et se dirige vers le grand marché du quartier Mayanga. Delà survient une rixe entre lui et un autre jeune homme. Tous les deux sont munis d'armes blanches. Un couteau pour Banou et une paire de ciseaux pour l'autre. Banou Samba Chanceslas Prince assène un coup de couteau à l'autre belligérant et le blesse gravement.

La police alertée arrive sur le lieu, arrête Banou Samba Chanceslas Prince et le conduit dans une parcelle vide à quelques mètres du Centre de santé intégré de Mayanga. Le commissaire Boudzoumou Chalay aurait demandé au jeune homme de s'agenouiller et interrogé quelques dames de passage sur le sort à réserver à Banou Samba Chanceslas Prince. Toutes lui auraient répondu de le conduire au commissariat. Il aurait alors ordonné à toutes les femmes de quitter les lieux avant de prendre son arme et de tirer à bout portant sur le jeune qui le suppliait d'épargner sa vie.

Avec le corps sans vie du jeune homme, les policiers ont sillonné tout le quartier Mayanga, avant le dépôt à la morgue municipale du Centre hospitalier universitaire de Brazzaville (C.h.u-B) à l'insu des parents. La fiche de renseignement de la morgue que nous avons consultée indique que le dépôt du corps a été effectué à 11h30 minutes, par le commissaire lui-même.



Trésor Nzila Kendet, directeur exécutif du C.a.d.

Le C.a.d a interrogé une dizaine de personnes sur les circonstances de ce meurtre. Les déclarations des témoins que nous avons rencontrés exposent que Banou Samba Chanceslas Prince a été arrêté puis sommairement exécuté en public. Il aurait reçu une balle dans la tête et une autre au niveau de la poitrine. M. Banounguidi Daniel, le père du décédé, a déclaré que lorsqu'il a identifié le corps de son fils à la morgue, le 31 août 2022, celui-ci présentait un trou au niveau de son œil. Il ne leur a pas été autorisé de dérouler le tissu qui couvrait le reste du corps.

Ces témoignages contredisent la version du commissaire, qui a affirmé qu'il a tiré sur le jeune homme dans sa tentative de fuite. Pour le commissaire, Banou Samba Chanceslas Prince est un bandit multi-récidiviste. Il aurait déjà arrêté ce jeune homme plus de sept fois. Cependant, aucun élément factuel n'a été présenté par la police pour étayer ces accusations. Quoiqu'il en soit, la réponse de la police est inappropriée et porte atteinte au droit à la vie. *«… Si j'ai mal agi, je ne serai plus commissaire…».* Ce discours du commissaire plein d'assurance illustre clairement que les services de la police congolaise ont toute latitude pour éliminer les vies humaines, en toute impunité, dans le cadre de la lutte contre le phénomène du grand banditisme appelé *«bébés noirs».*

«Les parents de la victime projettent enterrer ce jeudi 15 septembre. Les autorités congolaises doivent rapidement diligenter une enquête impartiale et approfondie sur le décès du jeune homme Banou Samba Chanceslas Prince. Elles doivent traduire en justice le commissaire Bounzoumou Chalay, auteur de cet acte. Si ce Monsieur n'est pas interpellé, nous comprendrons que les forces de sécurité ont le feu-vert pour commettre des crimes terribles sans craindre d'être sanctionnées», a indiqué Guerschom Gobouang, responsable Campagne et plaidoyer du C.a.d.

Par ailleurs, les témoignages additionnels recueillis à Mayanga allèguent que le commissaire Boudzoumou Chalay est réputé pour la terreur qu'il aurait instaurée depuis son arrivée à ce poste de police. *«Nous sommes en danger, si rien n'est fait pour l'empêcher de nuire»,* confie une habitante du quartier.

Le C.a.d rappelle au gouvernement la nécessité d'entreprendre des réformes courageuses pour débarrasser la police congolaise de tous les délinquants qui déshonorent continuellement l'institution de la police. Nous réitérons également notre demande d'audit parlementaire de la police. Ce travail, sans doute, inspirera des réformes de nature à améliorer le fonctionnement général de la police.

Marché des assurances

«Sunu assurances I.a.r.d Congo» s'est installé au Congo

Le dévoilement de la plaque de Sunu Assurances I.a.r.d Congo.

Thierry Brou Kouadio et Dimitri Iriyé, respectivement directeur général des assurances et directeur général Zone Cemac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) du Groupe Sunu assurances ont dévoilé la plaque du siège flambant neuf, de la compagnie d'assurances *«Sunu assurances I.a.r.d Congo»*, nouvelle filiale dudit groupe panafricain, le 10 septembre 2022, à Pointe-Noire.

La cérémonie s'est déroulée en présence de Jean-Pierre Nonault, directeur général des institutions financières nationales, représentant Rigobert Roger Andély, ministre des finances, du budget et du portefeuille public, de Jean-Charles Ondonda, secrétaire général du Département de Pointe-Noire, représentant le préfet Honoré Paka; d'Edmond Loemba, secrétaire général de la Mairie de Pointe-Noire, représentant le Maire Jean François Kando ; ainsi que des autorités administratives civiles et militaires.

PROPOS D'éTAPE

Leçons de Moscou pour les Africains

Il y a un certain Le Maire qui doit être très amer de ne pas voir une certaine économie s'effondrer, comme il l'avait annoncé. Sans partager toute action qui aboutit à des destructions humaines, il y a lieu toutefois de reconnaître que l'économie en question a plus que résister aux sanctions de l'Occident. Mieux, la société en question s'est convenablement préparée à être résiliente, après l'effondrement de 1991. Il y a deux explications au moins à cela, l'une d'ordre politique et l'autre d'ordre organisationnel.

Toute société a sa propre cosmogonie et ses propres invariants sociaux; et, l'erreur fatale de l'Occident a consisté à vouloir faire entrer la Russie dans son histoire, pour paraphraser Marlène Laruelle. L'Occident a cru l'avoir fait en 1991; il avait oublié que la Russie avait son mode spécifiquement russe de penser Nation. Le patriotisme russe a pris le dessus sur les sanctions; l'effondrement programmé n'a pas eu lieu et les sondages sont trop bien favorables au dirigeant russe. Myriam Desert affirme même que «depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, un nouveau patriotisme d'État a été instauré et le terme de «patriote» a cessé d'être un stigmate. Le revendiquer est même devenu une posture obligée dans l'espace public russe, un mode de légitimation»; parce que la Russie se caractérise par «le patriotisme des larmes», ciment ineffable de la cohésion nationale, qui a échappé à l'Occident.

La seconde explication de la résilience de la société russe est la gestion de l'attendu. Depuis les accords de Minsk, non respectés par l'Occident, la Russie avait planifié les mécanismes de résilience aux sanctions. On ne devrait pas oublier qu'elle a une longue tradition de planification, issue de la programmation linéaire largement appliquée à l'optimisation de l'économie soviétique. Kantorovitch, le père de la programmation linéaire a appliqué cette technique à l'organisation de la société soviétique; il est impensable que les autorités de la Russie post-soviétique aient oublié les effets de la détermination de l'optimum d'une fonction économique en tenant compte des contraintes, surtout des contraintes annoncées. La capacité d'anticipation et de prévision a largement contribué à atténuer, pour l'instant, les effets des sanctions occidentales. C'est à se demander si la théorie des anticipations rationnelles, produite par l'Occident, n'a pas largement inspiré les autorités russes.

Alors, qu'est-ce que les éphémères d'Afrique peuvent-ils tirer comme leçons de la résilience russe? D'abord, le patriotisme par le bas, sociétal et citoyen. L'allégeance du citoyen au pouvoir, mais surtout le lien personnel du citoyen à la Nation, dépend en grande partie de ce que la Nation, à travers ses élites politiques, fait pour lui. Le peuple supporte les pires souffrances, lorsqu'il est légitimement en osmose avec l'action des politiques en sa faveur. Lorsque le peuple se reconnaît en ses dirigeants, parce que ces derniers agissent pour l'intérêt général de la Nation, les sanctions des éphémères allochtones sont psychologiquement inefficaces.

Ensuite, il y a la capacité à décider en toute connaissance de cause. C'est un processus complexe qui appelle une certaine ouverture d'esprit, mais aussi un pragmatisme avéré. Car, comme le dit si bien Jill Rutter, *«en la matière, même si les aspects économiques, politiques et éthiques qui entourent une décision se superposent, les contraintes telles que le droit international, l'aspect pratique et la faisabilité demeurent».*

Avoir une vision du devenir collectif, face à l'attendu, mais surtout face à l'inattendu, c'est être en mesure de résister, par exemple, contre les diktats du chauvinisme de grande puissance qui étouffe l'émergence de l'Afrique. Voilà la véritable leçon à tirer de la guerre des sanctions contre la Russie.

Prométhée

D.g.i.d (Direction générale des impôts et des domaines)

Nouvelle stratégie pour accélérer l'opération recouvrement des impôts

La D.g.i.d (Direction générale des impôts et des domaines), administration sous tutelle du Ministère des finances, du budget et du portefeuille public, a lancé une opération de recouvrement des restes des impôts et taxes pour la période des années 2017 à 2020, lors d'une cérémonie, mardi 30 août 2022, à son siège, à Brazzaville, à travers une communication faite par Séraphin Ndion, directeur des vérifications générales des impôts et de la recherche. La stratégie vise à assainir le fichier fiscal, pour augmenter le niveau des recettes hors-pétrole et permettre aux contribuables de se libérer des impôts et taxes mis à leur charge.

Dans le cadre de l'opération de recouvrement des impôts et taxes pour la période des années 2017 à 2020, il a été mis à la disposition des contribuables, des mesures d'incitation appliquées par les services de recouvrement. Les contribuables qui s'engagent à s'acquitter de leurs impôts et taxes au cours de l'année 2022 bénéficieront d'un abattement de 30% du principal et de 80% des pénalités.

Pour les contribuables qui contestent les impositions de la période indiquée mises à leur charge, mais qui s'engagent à payer au cours de cette année, bénéficieront aussi d'un abattement de 10% du montant total des droits confirmés après les instructions et de 60% des pénalités retenues.

Séraphin Ndion pendant la communication.

L'opération que vient de lancer l'administration fiscale offre aux contribuables des avantages incitatifs leur permettant de se libérer de leurs dettes. Ces abattements constituent un effort fiscal, a soutenu Séraphin Ndion. Une commission est mise en place, en vue de traiter les réclamations et de diligenter les avis des autorités compétentes.

L'opération de recouvrement des impôts et taxes s'étendra jusqu'au 31 décembre prochain. Séraphin Ndion a indiqué que *«le contribuable qui aura fait le point de sa dette va fixer un échéancier auprès des autorités, notamment à la Direction générale des impôts et au Trésor public»*. Il a ajouté que toutes les requêtes seront examinées dans un bref délai, Il suffira de payer les frais de traitement et de respecter son engagement à payer la dette. Les sanctions sont prévues pour ceux qui refuseraient de se présenter à la commission mise en place dans le cadre de cette opération pour apurer leurs dettes vis-à-vis de l'Etat.

Martin BALOUATA-MALEKA

P.r.c.c.e II (Projet de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales

Des équipements à deux laboratoires, afin de certifier les produits agroalimentaires

Le P.r.c.c.e II (Projet de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales), financé par l'Union européenne, a signé, mardi 6 septembre 2022, à l'Ambassade de l'Union européenne, à Brazzaville, des protocoles d'accord avec L.c.d.e (La Congolaise des eaux) et l'I.n.r.s.i.i.t (Institut national de recherche en sciences de l'ingénierie, innovation et technologie), pour fournir à leurs laboratoires des équipements servant aux analyses physicochimiques, microbiologiques et bien d'autres aspects, afin de garantir la qualité de l'eau courante produite par L.c.d.e et des produits agroalimentaires congolais. Ces accords ont été rendus possibles grâce à l'Aconoq (Agence congolaise de normalisation et de la qualité).

L'équipement des deux laboratoires permettra d'avoir des produits agroalimentaires congolais de qualité, compétitifs et attractifs sur les marchés locaux, régionaux et internationaux, surtout pour répondre aux règles et aux normes sanitaires et phytosanitaires imposées par l'O.m.c (Organisation mondiale du commerce).

De même, l'eau courante produit par L.c.d.e sera contrôlée par son laboratoire, de façon à garantir le respect des normes en matière de qualité d'eau. La sécurité sanitaire et alimentaire des consommateurs est un enjeu mondial. C'est ainsi que le renforcement des capacités techniques du Congo, pour appliquer et respecter ces normes est devenu une priorité pour le développement et la diversification économique du pays.

Les responsables des differentes structures apres la signature.

Après la remise du matériel aux deux laboratoires, il s'ensuivra leur installation et la formation des techniciens qui vont les utiliser. L'équipement de ces deux laboratoires est la suite logique du cahier des charges élaboré dans la cadre de la stratégie nationale de normalisation. La signature de ces deux protocoles a été appréciée comme une avancée majeure, saluée par l'ensemble des signataires.

Les 380 très petites, petites et moyennes entreprises des 24 clusters ou groupements d'entreprises, structurés dans le cadre du P.r.c.c.e II, auront ainsi la possibilité de valoriser et de commercialiser leurs produits autour de trois chaînes de valeur porteuses de croissance et d'emplois que sont: le maïs et l'aviculture; les fruits et les légumes; les produits forestiers non-ligneux et enfin le bois et la menuiserie. La remise de ces équipements aux deux laboratoires pourrait avoir lieu à la fin de ce mois de septembre.

A noter que le P.r.c.c.e II est un projet de partenariat entre le Congo et l'Union européenne, ayant comme objectif principal de contribuer au renforcement de l'économie congolaise et à la création d'emplois de manière à promouvoir le développement socioéconomique harmonieux du pays. Il est financé par l'Union européenne, au titre du 11ème Fed (Fonds européen de développement), à hauteur de 13,9 millions d'euros, soit près de 9,118 milliards de francs Cfa.

Martin B.-M.

Anvri (Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation)

Création d'un bulletin pour vulgariser les résultats de la recherche et de l'innovation

L'Anvri (Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation) a créé un bulletin appelé *«Zebi»,* pour vulgariser les résultats de la recherche et de l'innovation. Le premier numéro de ce bulletin a été publié au début de ce mois de septembre. D'un volume de 20 pages, il donne un aperçu général de l'activité de recherche au Congo et renseigne sur l'organisation et le fonctionnement de l'agence.

Patrick Obel Okeli, D.g. d''Anvri.

Dans le premier numéro du bulletin *«Zebi»,* le thème principal qui se dégage, c'est celui de la pandémie de covid-19. *«A ce jour, les scientifiques congolais travaillent sur des projets de recherche de solutions pour lutter contre le covid-19. Ces projets sont menés dans plusieurs laboratoires et structures de recherche dont certains sont sous tutelle de notre département. Les résultats innovants de ces travaux de recherche méritent d'être vulgarisés et les acteurs de ces travaux d'être honorés et encouragés pour leur engagement dans cette lutte»*, écrit la professeure Emmanuel Née Delphin Edith Adouki, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique.

Le bulletin Zebi.

Les connaissances scientifiques au service de la société et les résultats des travaux de recherche sont mis en lumière et peuvent atteindre, en particulier, les pouvoirs décisionnels pour leur utilisation, afin d'élaborer les solutions adéquates aux situations ou aux problèmes qui se posent à la communauté nationale et internationale.

Comme moyen de communication, le bulletin *«Zebi»* offre ainsi l'opportunité de valoriser et de promouvoir les collaborations scientifiques et institutionnelles impliquées dans la lutte contre la pandémie de covid-19 en République du Congo. Ces collaborations se doivent d'être nourries par la rigueur dans le travail et la qualité éminente des résultats de recherche scientifiques, pour contribuer efficacement à la lutte contre cette maladie.

Dans la première édition, il y a aussi le point de vue du médecin-colonel Alexis Mourou Moyoka, qui estime que *«l'efficacité du vaccin dépend en grande partie de l'organisme»*. Il réaffirme que «le vaccin n'est pas un danger, ni pour les enfants ni pour les adultes. Le vaccin, c'est la solution. Le danger, c'est la maladie».

Pour ce qui concerne la rubrique innovation, une page est consacrée à Luvick Chinove Otoka Eyenguet, inventeur d'un appareil de désinfection les moyens de transport en commun et les ambulances, afin qu'ils cessent d'être des canaux les plus directes de contamination massive des populations.

On y trouve aussi une interview de la professeure Francine Ntoumi, qui résume les activités menées au début de la pandémie et des craintes émises au sujet de l'Afrique. Le bulletin se referme sur les recommandations inédites de l'Unesco pour une science pacifique, inclusive, équitable, transparente et plus ouverte, présentée par Richard Bouka, responsable du secteur sciences du Bureau Unesco de Brazzaville.

A la lumière des orientations fixées par le gouvernement dans le P.n.d 2022-2026 (Plan national de développement), l'Anvri, devrait à l'horizon 2026, élargir son rayon d'actions, en fournissant aux entreprises congolaises, aux P.m.e et P.m.i qui le souhaitent, une gamme de services d'appui: relations université-entreprises et transfert de technologies, accès rapide à des acquis scientifiques et de l'innovation technologique, soutien au développement de projets innovants et à la création d'entreprises innovantes, suivi et accompagnement technico-économique et juridique.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

CANAL+

TOUJOURS DE FOOT +

VIVEZ
PLUS DE 800 MATCHS
EN EXCLUSIVITÉ

Premier League
BUNDESLIGA
LIGUE 1 Uber Eats
LaLiga
SERIE A
UEFA CHAMPIONS LEAGUE

06 877 92 92
(COÛT D'UNE COMMUNICATION LOCALE SELON VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)
CANAL+ CONGO

Journée internationale de l'alphabétisation

Poursuivre la modernisation des structures d'alphabétisation au Congo

Le Congo, à l'instar de la communauté internationale a célébré, le 8 septembre 2022, la 56ème journée internationale de l'alphabétisation, sous le thème: *«Transformer les espaces d'apprentissage de l'alphabétisation»*. A cette occasion, le ministre de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Jean-Luc Mouthou, a rendu public un message au nom du gouvernement. Il a indiqué que le Congo s'engage à transformer les infrastructures d'alphabétisation et améliorer les contenus de formation, pour que l'alphabétisation réponde aux besoins de la communauté éducative et aux exigences du monde actuel.

L'alphabétisation constituant l'un des piliers sur lesquels le gouvernement compte agir pour le décollage socioéconomique du capital humain, il est donc impérieux de créer des conditions pour sa promotion. *«Le Ministère de l'enseignement préscolaire s'est alors engagé, à cet effet, dans la promotion d'une éducation de qualité, en adéquation avec le plan sectoriel de l'éducation qui vise: l'accès équitable aux programmes d'alphabétisation; l'arrimage de l'alphabétisation à la formation professionnelle; l'amélioration de la qualité des ressources humaines des programmes et curricula; l'amélioration du pilotage et de la gestion du sous-secteur. Ceci devra se traduire par la construction des infrastructures propres à l'alphabétisation; l'amélioration des conditions de travail et d'apprentissage des encadreurs et apprenants de ce sous-secteur; l'élaboration des nouveaux programmes et manuels en éducation non formelle; et l'intégration des approches numériques dans le processus d'apprentissage en alphabétisation»,* a dit Jean-Luc Mouthou.

Le ministre Jean-Luc Mouthou.

Le ministre en charge de l'alphabétisation a salué l'apport des acteurs à tous les niveaux qui consentent des efforts pour alphabétiser leurs compatriotes. *«Le gouvernement salue l'apport des opérateurs privés en alphabétisation et les confessions religieuses, ainsi que tous nos partenaires, en l'occurrence, l'Unesco, l'Unicef et la Banque mondiale, pour les contributions à cette cause commune».*

Signalons qu'au plan national, la journée internationale de l'alphabétisation a été célébrée sous le thème: *«La quête d'un financement pour la modernisation des structures d'alphabétisation».*

Urbain NZABANI

5ème circonscription électorale de Talangaï (Brazzaville)

L'Association Club Claudia solution engagée dans des partenariats de santé

L'Association Club Claudia solution, représentée par Isidore Lenga, a signé des protocoles d'accords avec les sociétés Certeza santé, Fidev, K.b.o et Holmex-print. La cérémonie de signature de ces protocoles d'accords a eu lieu vendredi 2 septembre 2022, au siège de la députée Claudia Sassou-Nguesso, dans la 5ème circonscription électorale de Talangaï, le 6ème arrondissement de Brazzaville. De ce partenariat, on note l'ouverture d'une unité de fabrication d'oxygène médical à Brazzaville.

La société Certeza santé est spécialisée en offres de santé, Fidev en finances et développement, K.b.o (Kigali Brazzaville oxygène) dans la production d'oxygène médical et Holmex-print en imprimerie. Cet engagement consiste à offrir aux populations l'accueil, l'information et l'apprentissage de la vie en collectivité.

Selon Isidore Lenga, l'Association Club Claudia solution développe une réelle dynamique autour de l'action sociale et le partenariat, pour la mise en place d'un réseau d'acteurs de développement au service de la population. Les partenaires apportent leur expertise et le développement les compétences, favorisant ainsi le lien social et l'insertion socio-professionnelle des jeunes.

«*Le Club Claudia est l'œuvre salvatrice d'une femme, Madame Claudia Ikia Sassou Nguesso, députée de la 5ème circonscription électorale de Talangaï. Ce club a pour objectif d'aider et d'accompagner les petits commerçants, d'orienter et de soutenir les jeunes désœuvrés dans les formations qualifiantes, d'assister les personnes vulnérables, etc»*, a dit Isidore Lenga.

Après la signature des conventions, les parties signataires se sont rendues à Mpila-Chacona où est installée l'unité de production d'oxygène médical, d'une capacité de 200 bouteilles par jour. Au lieu de 70.000 F Cfa la bouteille d'oxygène, elle coûtera 35.000 F Cfa, a fait savoir Eugène Ga Sangwa, responsable de cette unité. Pour le directeur départemental des hôpitaux de Brazzaville, M. Mobousse, l'implantation de cette structure à Brazzaville est une initiative à louer. En effet, l'unité de production d'oxygène médical permet notamment de fournir une assistance respiratoire aux patients en détresse mais aussi de soutenir tous les patients dans le besoin. Ce qui contribue à sauver des vies humaines.

Isidore Lenga signant l'accord avec la représentante de Certeza santé.

Claudia Ikia Sassou-Nguesso.

U. NZABANI

lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

Une classe de nouvelles gens que l'on affuble du sobriquet de nouveaux riches est en train d'éclore dans nos villes. On les reconnaît par leurs comportements hautains et pleins d'orgueil et d'arrogance. Ce qui indigne plus d'un congolais. Itoua, Mboungou, Tati et Yakamambu frustrés et indignés par ces comportements, voudraient leur et nous dire que ça ne se sert à rien d'être hautains, arrogants et orgueilleux. C'est un comportement négatif. C'est pourquoi ils les invitent et nous invitent aussi à méditer sur cette pensée qu'ils ont découverte dans un vieux bouquin acheté au bouquiniste du coin. Il y est écrit ce qui suit:

«Sois humble, car avant toi, d'autres avaient ce que tu as. Sois humble, car avant toi, d'autres étaient là où tu es. Sois humble, car il existera toujours après toi, plus grand que toi. Sois humble, car il existera toujours après toi, meilleur que toi. Sois humble, car il existe plus beau et plus belle que toi. Sois humble, car il est possible de tout perdre en une seconde. Sois humble, car le Maître de ton souffle peut te le prendre à n'importe quel moment. Sois humble, car la roue tourne. Sois humble, car la vie est fragile et courte. Sois humble, car il fait grâce aux humbles. Sois humble, car l'humilité précède la gloire».

En effet, rien ne sert d'être gonflé d'orgueil et d'arrogance, comme les reptiles sont gonflés de venin. L'orgueil est la cause de la ruine. A cause de l'orgueil, l'homme reconnaît non seulement sa propre intelligence mais aussi sa propre volonté, son propre cœur. De ce fait, il n'est plus capable de comprendre le langage des autres. La condition de l'orgueilleux est sans remède, car la racine du mal est en lui. L'homme sensé médite les maximes de la sagesse; l'idéal du sage, c'est une oreille qui écoute.

Il nous faut donc faire toujours montre d'humilité. Celle-ci est une vertu qui, malheureusement, ne jouit plus aujourd'hui d'une grande estime dans notre société. Voyons l'humilité pour le bien de l'homme et apprenons à nous abaisser, pour faire le bien, à nous faire petit pour gagner les autres, à ne pas craindre de descendre, de perdre ses droits quand il s'agit de faire du bien, à ne pas croire qu'en descendant, on se met dans l'impuissance de faire du bien. Comprenne qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba

L'HORIZON AFRICAIN

Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76/ 06.879.50.69

E-mail: lhorizonafricain@gmail.com

Visitez notre Site Internet, www.lhorizonafricain.com, et téléchargez les journaux PDF

Agriculture

Après les nouveaux villages agricoles, voici les zones agricoles protégées

En 2001, dans une analyse stratégique du secteur agricole congolais, un expert congolais écrivait: *«L'agriculture congolaise se caractérise particulièrement par son incapacité à couvrir les demandes croissantes des populations congolaises en produits alimentaires et autres biens et services. Elle ne procure que de faibles revenus aux actifs agricoles. C'est une agriculture itinérante, déforestante, défrichante et brûlante. La production agricole largement déficitaire, ainsi que la pauvreté des actifs agricoles et celle de la majorité des populations rurales et urbaines constituent à la fois les causes et conséquences des fortes pressions et pertes de la diversité biologique».*

Le travail dans les Zap s'appuie aussi sur la mécanisation.

Ainsi, à cause du déficit de la production agricole, les Congolais sont obligés d'importer l'essentiel des denrées alimentaires qu'ils consomment. Les dernières statistiques indiquent, par exemple, qu'en 2016, le Congo a importé pour 1,2 milliard de dollars américains (environ 727,2 milliards de francs Cfa) de produits alimentaires, représentant 75% de ses besoins. Ce montant élevé d'importation alimentaire est dû, d'après la F.a.o, à la faible production agricole au niveau national. Le pays a même enregistré un taux de prévalence de l'insécurité alimentaire de l'ordre de 30,5% pour la période de 2014 à 2016.

Après les slogans des années 80 et 90 comme *«une école, un champ», «l'agriculture priorité des priorités»*, le pays a mis en œuvre, à partir d'octobre 2009, le programme des nouveaux villages agricoles, adossé à une structure financière créée par la loi n°22-2005 du 28 décembre 2005, le Fonds de soutien à l'agriculture.

Des ouvrières agricoles contentes de leur production dans une Zap.

Début 2009, le F.s.a reçoit une subvention annuelle de l'Etat de 5,291 milliards, dont 1,291 milliard pour les dépenses de fonctionnement et 4 milliards de francs Cfa pour les crédits aux promoteurs de projets agricole. En 2015, le F.s.a reçoit une autre subvention de 11 milliards de francs Cfa, pour financer les acteurs agricoles. Comme les précédentes années, tout cet argent finira par des crédits en grande partie non remboursés à des cadres qui étaient loin de réaliser des projets agricoles.

Quant aux nouveaux villages agricoles, trois verront le jour, Nkouo, Imvouba et Odziba au Nord de Brazzaville dans le Département du Pool, pour la production des œufs de table, des poulets de chair, des légumes, de tubercule de manioc, etc. Ils ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes, après près d'une vingtaine de milliards engloutis pour leur construction.

Depuis l'année dernière, le Congo a donné une nouvelle orientation à sa politique agricole, en s'inspirant de la France, avec la création des Zap (Zones agricoles protégées). Ainsi, en juillet 2021, le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Paul Valentin Ngobo, a décidé d'implanter sur le territoire national, 60 Zap, *«afin de réduire le déficit commercial agricole et l'importation accrue des denrées alimentaires»*. Cette nouvelle stratégie de développement agricole va permettre aussi de lutter contre le chômage, en implantant les producteurs et les ouvriers agricoles sélectionnés dans les Zap, avec la mécanisation de l'agriculture, afin de les amener à se structurer, pour fonder des entreprises agricoles viables qui auront vocation de devenir autonomes et de vivifier ainsi le secteur agricole.

Ainsi, neuf Zap ont déjà vu le jour dont huit sont fonctionnels, notamment Malolo (District de Louvakou, dans le Niari), Mayéyé et Mayomina (Département de la Bouenza), Louila (District de Mindouli, dans le Pool), Etsouali et Ngo-Kouraté (Département des Plateaux), Oyendzé (District de Ngoko) et Owando (Département de la Cuvette). La stratégie semble sur la bonne voie en termes de production agricole.

A côté des Zap, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche appuie aussi bien des projets agricoles comme la relance du projet agropastoral de Nkounzoulou, dans le District de Ngabé (Département du Pool), lancé par l'Eglise kimbanguiste. On peut aussi évoquer l'I.a.c (Incubateur agricole du Congo), une initiative lancée il y a cinq ans et qui est entrée en phase de production.

L'appui de la Banque mondiale dans le secteur agricole congolais est aussi significatif, à travers le P.d.a.c (Projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale), qui a accordé une subvention de 1.762.694.433 francs F Cfa aux groupements agricoles, en vue d'accroître la production locale en denrées alimentaires de première nécessité. Prévu pour une durée de cinq ans (2017-2022), le P.d.a.c a pour objectif d'améliorer la productivité des agriculteurs et l'accès aux marchés des groupes de producteurs, des micros, petites et moyennes entreprises agro-industrielles.

Avec cette nouvelle politique agricole basée sur les Zap et l'appui financier aux secteur agricole, le Congo peut espérer réduire sa facture d'importation des denrées alimentaires. Pourvu que cette nouvelle politique réalise concrètement ses objectifs.

Ralph Justin OBILANGOULOU

Département du Kouilou

Le Mayombe en quête d'alternatives à l'agriculture sur brûlis

Parmi les menaces qui pèsent sur le massif forestier du Mayombe, dans le Département du Kouilou, il y a l'agriculture itinérante sur brûlis. Une technique culturale qui, nonobstant ses conséquences écologiques, a encore de beaux jours au Congo-Brazzaville. Tant les riverains peinent à trouver des alternatives.

D'épaisses colonnes de fumées ou de flammes, des clairières incandescentes... En ce mois de septembre, c'est ce tableau qu'offre le massif forestier du Mayombe, vu des airs. Comme si c'était l'antre de quelque pyromane déterminé à consumer cette luxuriante forêt. Au contraire, ce sont des paysans.

«Non, nous ne sommes pas des pyromanes. Quel plaisir trouverait-on à brûler la forêt? Comme vous l'avez déjà constaté, ces feux n'apparaissent qu'entre le mois d'août et le mois d'octobre. Après le défrichage et l'abattage, nous procédons au brulage de ces herbes mortes et de ces arbres abattus. Donc, c'est pour rendre le sol davantage fertile», explique Chimène Mahanga, paysanne au village Kissila.

Comme dans la plupart des régions tropicales, l'agriculture itinérante sur brûlis est pratiquée dans le Mayombe, depuis des siècles, voire des millénaires. *«C'est dire que ce sont les ancêtres qui nous ont légué cette technique»,* explique Michelle Pemba, agricultrice au village Doumanga.

Pourtant, la pratique est en réalité aux antipodes de l'exploitation durable des forêts. Après l'extinction du feu, le sol couvert de cendres contenant des sels minéraux favorise une bonne croissance des cultures telles que le manioc, la banane, le taro et l'igname. Après la récolte qui intervient près d'un an plus tard, pour le manioc par exemple, le sol doit être laissé en jachère et le paysan doit exploiter une autre parcelle de forêt. Et il faudra plus d'une décennie pour que le sol redevienne fertile et près d'un quart de siècle pour que la forêt dense se reconstitue.

Une étendue de forêt brûlée après le défrichage aux environs du village Les Saras.

Mais, depuis la mise en service, en 2011, de la Route nationale n°1 reliant Pointe-Noire à Brazzaville, l'agriculture semble s'être intensifiée dans le Mayombe. *«En faisant de très petites exploitations, destinées à l'autoconsommation, c'était la manière à nous d'exploiter notre forêt de manière durable. Or, ces derniers temps, beaucoup de personnes venues d'autres localités sont arrivées dans le Mayombe. Et ils exploitent de très vastes étendues. Une personne peut avoir à elle seule plus de 50 hectares»*, témoigne Michel Ngoma, un paysan du même village. *«A cette allure, nous risquons de manquer des terres un jour»,* confie-t-il. Une crainte qui semble justifiée, tant l'agriculture itinérante sur brûlis a déjà fait des ravages dans d'autres localités du Congo. *«Prenons l'exemple de Mossendjo. Tout autour, il y avait la forêt dense. Mais du fait de l'augmentation de la population, l'agriculture sur brûlis s'est intensifiée. Et la forêt dense n'existe plus aujourd'hui aux alentours de la localité, au grand dam des paysans qui sont, parfois, obligés d'émigrer dans d'autres localités, à la recherche de terres fertiles»*, explique Fabrice Séverin Kimpoutou, attaché à la recherche au sein de la R.p.d.h (Rencontre pour la paix et les droits de l'homme).

Besoin d'alternatives

Et pour éviter que le Mayombe subisse le même sort, l'O.n.g de défense des droits humains mène des sensibilisations à l'endroit des populations. *«Le projet que nous exécutons procède de cette triste réalité. Nous avons estimé qu'il était temps de sensibiliser les populations sur les dangers de cette forme d'agriculture»,* poursuit M. Kimpoutou.

Certains riverains se disent conscients des dangers de l'agriculture sur brûlis. *«Comme vous le constatez, nous ne pratiquons pas l'agriculture sur brûlis. Nous procédons juste au défrichage. Une fois le défrichage fini, nous laissons pourrir l'herbe. C'est cet humus qui va être l'aliment des plantes»,* se félicite Pascal Lebanda, un cadre de l'administration à la retraite qui exploite une petite superficie *«juste pour des besoins d'autoconsommation»*.

Or, *«nous ne connaissons que cette forme d'agriculture. Si nous y renonçons, qu'allons-nous manger ou survivre? Il faut que l'État ou les O.n.gs nous apprennent de nouvelles techniques culturales»,* plaide Catherine Badzina-Ndinga, paysanne au village Kissila. D'où la nécessité de proposer des alternatives aux paysans. *«Il est grand que les O.n.gs et les pouvoirs publics pensent à proposer des alternatives aux populations»,* plaide M. Lebanda.

Un appel qui est loin d'être vain. *«Nous sommes d'abord dans la phase de sensibilisation, comme je vous l'ai dit tout à l'heure. Dans le cadre de notre programme, il est prévu des encadrements techniques. Nous nous attacherons les services d'experts en agronomie, par exemple, pour leur administrer des formations qu'il faut pour s'approprier d'autres techniques culturales durables»,* promet Fabrice Kimpoutou.

John NDINGA-NGOMA

Article réalisé avec le soutien du «Rainforest Journalism Fund» en partenariat avec Pulitzer Center.

Première édition de la Randonnée Lipanda

Un documentaire vidéo retraçant l'événement a été présenté au public

Initiative lancée par José Cyr Ebina, président de l'Association multi-sports Lion d'or et de la Fécodath (Fédération congolaise d'athlétisme), en partenariat avec les sociétés Edden et Extradex tour, la Randonnée Lipanda a tenu sa première édition, dimanche 21 août 2022, dans la commune de Kintélé, située au Nord de Brazzaville, dans le Département du Pool. Environ 150 sportifs, professionnels et amateurs des deux versions (messieurs et dames), y ont participé, dans le cadre de la célébration du 62ème anniversaire de l'indépendance nationale.

José Cyr Ebina (2e de g à dr) et les deux premiers gagants (à droite).

Les invités à la cérémonie de projection du documentaire.

Vendredi 9 septembre dernier, l'Association Lion d'or a organisé la cérémonie de remise des diplômes aux sociétés partenaires et aux gagnants de la première édition. Cette cérémonie a eu lieu sur l'Allée piétonne Charles Ebina, à côté de l'Hôtel Saphir, au centre-ville de Brazzaville, avec la participation de quelques marcheurs et des représentants des sociétés partenaires.

Les adeptes de la marche sportive disposent, désormais, d'une compétition qui leur permet de mettre en valeur leurs performances. Dénommé *«Randonnée Lipanda»*, cette marche sportive est née de la volonté de l'Association multi-sports Lion d'or et l'agence Etradex tours, spécialisée dans le tourisme et l'événementiel, de promouvoir la destination Congo.

Après la tenue de la première édition, un documentaire vidéo de 15 minutes, retraçant les temps forts de cet événement, a été présenté au public. Sous la modération de Bob Lokoli, journaliste à la chaîne de télévision privée, D.r.t.v (Digital radio-télévision), cette cérémonie sobre a connu la présence de quelques personnalités comme le haut-conseiller Joachim Mbanza, de l'artiste-musicien Bozi Boziana, une légende vivante de la rumba congolaise qui a fait le beau temps de la musique des deux Congo, des diplomates et des représentants des sociétés partenaires.

Les représentants des sociétés Edden et Extradex tour ont tour-à-tour présenté leurs sociétés et les raisons qui les ont conduites à s'engager dans cette activité. *«En organisant la Randonnée Lipanda, nous mettons à profit la découverte de notre pays à travers le sport. L'activité sportive nécessite beaucoup d'efforts et c'est pourquoi nous avons voulu primer nos gagnants en leur offrant pour certains un séjour à Dubaï et Pointe-Noire, et pour d'autres, des appareils électroménagers, afin de les encourager»,* a déclaré, Mme Naomie-Ngampika Mpéret, chargée des questions événementielles à l'Agence Etradex tours. Des diplômes ont, ensuite, été remis aux sociétés partenaires et aux gagnants.

Signalons qu'un autre événement appelé *«48 heures du Mayombe»* est prévu du 23 au 25 septembre 2022. Cette marche partira du District de Mayéyé, jusqu'à Dolisie. Signalons que la première édition de la Randonnée Lipanda a été organisée avec l'appui des sociétés Airtel Congo, la Banque postale du Congo, Ragec (Rafraichissement, glace, eaux du Congo), Océan du Nord, Eden et l'A.g.c (Assurance générale du Congo).

Roland KOULOUNGOU

Les gagnants

Chez les Messieurs:
- Premier: Koukaba Vouidibio: un billet d'avion aller-retour Brazzaville-Doubaï et frais de séjour;
- Deuxième: Ordy Mouwélé: un billet d'avion aller-retour Brazzaville/Pointe-Noire avec séjour en week-end à l'Hôtel Le Christy;
- Troisième: Armand Banzougoula: don d'un congélateur.
Chez les dames:
- Première Akouabessi: un billet aller-retour Brazzaville-Doubaï et frais de séjour;
- Deuxième: Falima Ebondzo: un billet d'avion aller-retour Brazzaville/Pointe-Noire avec séjour en week-end à l'Hôtel Le Christy;
- Troisième: Dotthiah Nkadzi: don d'un congélateur.

Sécurité publique

Le capitaine de police Morgane a fini par être écroué à la maison d'arrêt

L'enquête de l'I.g.p (Inspection générale de police) sur les agents de police cités dans des cas de braquages, de vols à mains armées, d'abus d'autorité, etc, a abouti au déferrement, vendredi 9 septembre 2022, du capitaine de police Romuald Manounou, ancien commandant du G.r.b (Groupe de répression du banditisme), connu sous son sobriquet de Morgane. Un juge d'instruction l'a inculpé *«d'association de malfaiteurs, abus de fonction, arrestations arbitraires et extorsion de fonds»* **et l'a écroué à la Maison d'arrêt.**

Le capitaine de police Romuald Manounou, alias Morgane.

Depuis l'affaire de Mère Alice, une femme d'affaires détenteur d'un restaurant luxueux au centre-ville de Brazzaville, victime d'un braquage sanglant à son domicile, le 9 août dernier, deux enquêtes de police ont été menées. La première, lancée sur décision du commandement des forces de police, portait uniquement sur ce braquage. Elle avait abouti rapidement à l'interpellation de sept personnes au total. Quatre autres personnes recherchées, dont le présumé cerveau penseur de ce braquage, Belvie Engambé Mbongo alias Avy, étant en fuite.

Parmi les sept présumés auteurs et complices de ce braquage, aujourd'hui écroués à la Maison d'arrêt, il y a deux sous-officiers de police: l'adjudant-chef de police Alain Kanga, alias Alino, ancien chef du Poste de police appelé Contre-rail, à Poto-Poto, et l'adjudant de police Séverin Brice Eyaba, alias Patou Casis. Comme on peut le voir, des policiers se mettent en association de malfaiteurs avec des civils, pour opérer des braquages. L'éthique policière est simplement bafouée. Et penser que ces ces officiers et sous-officiers, présumés criminels, sont nommés à des postes de responsabilité dans la police, c'est l'intégrité morale de toute une corporation qui est menacée.

Dans l'opinion, le nom de Morgane était abondamment cité comme étant impliqué dans l'affaire de Mère Alice. D'où les démentis de la police. *«Le capitaine Manounou Romuald alias Morgane et le brigadier-chef Goliélet Herman Stève alias Choupet ont été entendus régulièrement sur procès-verbal et il est établi qu'ils ne sont nullement impliqués dans l'enquête en cours»,* soulignait le communiqué du commandement des forces de police, publié jeudi 1er septembre, lors de la présentation des sept présumés auteurs de ce braquage.

Mais, l'officier était mal barré, étant cité comme complice dans d'autres affaires similaires et pour ses méthodes brutales dans l'exercice de son métier. Malgré le fait qu'il était suspendu de ses fonctions de commandant du G.r.b, le 25 août, l'opinion n'était pas apaisée sur son cas. D'où le communiqué du Ministère de la sécurité et de l'ordre publics, publié le 27 août, promettant que les *«agents de la force publique, présumés auteurs et/ou complices des faits décriés, subiront les sanctions prévues par la loi au cas où leur culpabilité serait établie».*

C'est ainsi que sur décision du ministre de la sécurité et de l'ordre publics, une autre enquête sera ouverte et menée par l'I.g.p (Inspection générale de police). C'est dans le cadre de cette enquête que le capitaine de police Romuald Manounou sera entendu et placé en garde-à-vue, mardi 6 septembre, dans les locaux de la C.i.d (Centrale d'intelligence et de documentation), pour la simple raison que l'I.g.p ne dispose pas de conditions sécurisées de garde-à-vue.

Vendredi 9 septembre, le capitane de police a été finalement déféré au Tribunal de grande instance de Brazzaville où un juge d'instruction l'a inculpé «d'association de malfaiteurs, abus de fonction, arrestations arbitraires et extorsion de fonds» et l'a écroué à la Maison d'arrêt. Bref, nommé à la tête d'une unité de police pour réprimer le grand banditisme, Morgane s'était lui-même mué en *«grand bandit à col blanc».* Plusieurs plaintes de citoyens se considérant comme victimes de ses méthodes brutales auraient été déposées contre lui.

Jean-Clotaire DIATOU

Pour m'informer, je fais confiance à L'Horizon Africain
Tél.05 543.82.76 / 06 662.37.39

Pour lire nos journaux, rendez-vous sur le site Internet: www.lhorizonafricain.com
Rubrique: Archives.

Département sinistré, le Pool a besoin d'un «plan Marshall»

En dépit du règne temporaire et de la négativité auxquels est soumis le Pool, il est un aspect indéniable qui détermine le passé et l'avenir de sa population, et qui assurera le triomphe de l'esprit de tout un peuple, au-delà du Pool: c'est bien l'action qui, soutenue par des valeurs sociales et culturelles, fait l'identité du Pool autant qu'elle a contribué à créer son cadre physique et son évolution historique. Car, la population du Pool a toujours tiré sa joie de vivre et son expression de son action créatrice.

Par Dieudonné Antoine-Ganga.

Je vois dans la violence que subit, de manière récurrente, le Pool, une éventuelle tentative de rayer ce département de la carte du Congo, comme le prônent cyniquement, malheureusement, ceux qui manifestent une haine viscérale contre les fils et les filles du Pool d'une part et de démolir l'identité et la création qui sont sa fierté d'autre part.

En réalité, cette violence n'expose pas seulement un état d'esprit vis-à-vis du Pool et ipso facto des cultures koongos et tékés de sa population, mais elle indique fondamentalement le rejet de la démocratie. Il est donc souhaitable et nécessaire que les forces de bien reconquièrent les valeurs qui garantissent l'épanouissement humain et reconstruisent le Congo sur la base des principes démocratiques, pour éradiquer à jamais les dispositions par lesquelles quelques acteurs politiques et quelques politiciens véreux congolais de tout acabit ont souvent visé à étouffer la joie de vivre de tout un peuple.

C'est pourquoi il sied d'inviter toutes les forces vives de la Nation, surtout les leaders politiques tant de l'opposition que de la majorité présidentielle, à contribuer au maintien et au renforcement de la paix qui est plus qu'une exigence, en produisant et en fortifiant des mécanismes qui empêcheront, entre autres, la prolifération des armes au sein de la société congolaise, ainsi que l'usage des armes comme moyen de détruire les populations et les biens.

Il est donc temps de travailler patiemment, chacun à son modeste niveau, à l'éclosion d'une élite au sens politique, intellectuel et spirituel du terme. Sans elle, point d'émancipation. *«Il faut rassembler l'intelligence des gens capables de repenser notre pays qui peut être sauvé par un nouvel élan d'union, de fraternité et d'amour. Il faut donc des actes fondateurs forts, mais qui doivent être bien pensés et conduits.»* dixit mon ami Lecas Atondi Monmondjo.

Que chacun de nous s'investisse dans ce travail à mener ensemble pour qu'une nouvelle génération de cadres, du Nord au Sud, liés par les valeurs humanitaires communes, offre demain au Pool et à notre pays, les perspectives d'une alternative libératrice et émancipatrice.

Il ne faut pas se tromper de perspective. L'objectif n'est pas la confrontation entre les Congolais ou entre les fils et les filles du Pool, mais de restaurer la paix et l'unité, condition sine qua non pour un développement harmonieux du Pool et de notre pays. *«L'amour et le pardon, la paix est son essence, le dialogue est sa joie. L'on ne s'aime réellement que lorsque l'amour, devenant miséricorde, pardonne tout, en élevant l'autre au plus profond de son humilité»*, dixit Emile Cardinal Biayenda.

Bâtiment abandonné d'une école dans le Pool, après les conflits armés.

Il est aussi temps pour les fils et les filles du Pool, adeptes pour la plupart des philosophies koongo et téké, le kimuntu et le lumburu dont les idées cardinales sont: l'amour, la fraternité, la liberté, la tolérance, l'égalité, l'entente, la réconciliation, le pardon et la paix, taisent leurs égoïsmes et se retrouvent le plus tôt au mbongui.

Il nous incombe donc, à nous fils et filles du Pool de souche ou d'adoption, au pouvoir ou hors du pouvoir: autorités religieuses, ministres, députés, sénateurs, fonctionnaires, opérateurs économiques, artistes, artistes-musiciens, ouvriers, paysans, retraités, sans emploi, étudiants, jeunes et vieux, etc, le devoir de tout mettre en œuvre, afin de faire renaître notre cher Département du Pool, de ses cendres tel un phénix. Pour cela, il faut, à mon humble avis:

A- Que les Honorables Députés et les Vénérables Sénateurs élus par les électeurs du Pool, initient un projet de loi demandant au gouvernement de déclarer le Pool, département sinistré et de décréter en conséquence une sorte de *«Plan Marshall»* pour l'aider à renaître;

B- Que le gouvernement crée une Commission Vérité, Justice, Paix et Réconciliation», sur le modèle sud-africain, qui entendra tous les protagonistes, aux fins de connaître les tenants et les aboutissants de tous ces événements dramatiques à répétition qui ont perturbé et endeuillé ce département, qui a connu des héros tels que le Roi Makoko, la Reine Ngalifourou, Boueta-Mbongo, Mabiala Mâ Nganga, Mama Ngunga, Biza, Samba Ndongo, André Grenard Matsoua, etc.

Ceci pour apaiser les cœurs et les esprits et aplanir les différends et les incompréhensions entre nous, en crevant l'abcès, une fois pour toutes.

En ce 62ème anniversaire de l'indépendance de notre pays, les veuves et les orphelins du Pool nous interpellent, nous tous (Députés, Sénateurs, Ministres) par leurs regards, comme le Lazare de la parabole. Ne ménageons donc aucun effort pour leur rendre et leur donner le bonheur de recouvrer la dignité et de vivre en paix, en liberté dans leurs villages et dans leurs maisons construites à la sueur du front.

Dieudonné ANTOINE-GANGA.

L'HORIZON AFRICAIN

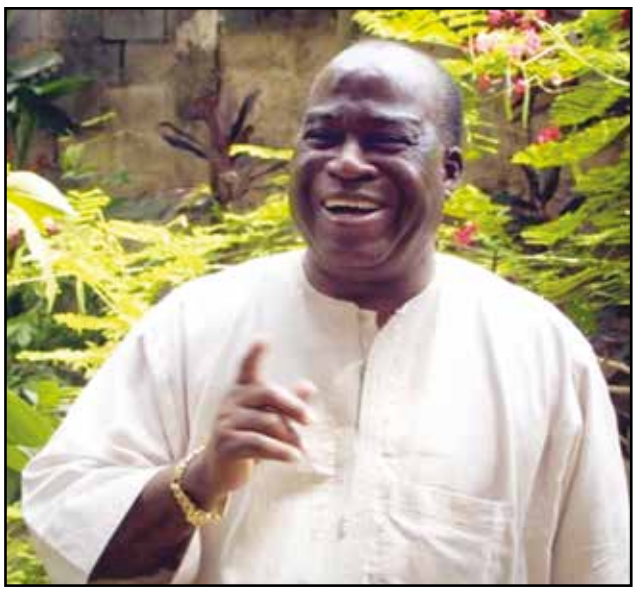
Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76/ 06.879.50.69
E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /
Site Internet: www.lhorizonafricain.com
Sous l'immatriculation
108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim :
Hervé EKIRONO
Rédacteur en Chef :
Chrysostome FOUCK ZONZEKA
Secrétaire de rédaction :
Clotaire DIABOUA
Siège de la Rédaction :
Hôtel Saphir (Brazzaville)
Chef Bureau Pointe-Noire :
Marcel BITADI. Tél: 05.557.78.71
Mise en pages :
- Tornade; Prince Juvet NTSIMOU

Lettre d'un vivant à Ya Milos

Monsieur le Premier Ministre André Milongo «Ya Milos», Mon très cher aîné,

Comme je l'ai déjà écrit, à l'occasion de ton départ à l'Orient éternel, le temps n'a rien changé et je revis en permanence ta disparition, un certain 23 juillet 2017, il y a 15 ans. Je n'y puis rien. C'est plus fort que moi, car Dieu a pris ce qu'il m'a donné. Je ne veux même pas accepter cette mort qui m'a privé d'un ami et d'un être cher, qui a privé le peuple congolais, ta famille, et tous ceux qui, de près ou de loin, t'admiraient, d'un être humain aussi merveilleux, humble, bon, altruiste, dévoué et patriote que toi et qui ne cessait d'affirmer que *«ta conception du pouvoir n'était pas celle du pouvoir pour le pouvoir, pour t'ouvrir les vannes de l'enrichissement, par la rapine de l'Etat, mais celle de servir ce peuple qui t'aurait accordé son suffrage».*



André Milongo.

Toi qui étais porté au pinacle des élites de notre Etat, avec tes collègues Henri Lopès, Agathon Note, Marcel Roger Gnali-Gomès, Jean-Jacques Ontsa-Ontsa, Alexis Gabou, Pascal Lissouba, Paul Kaya, Hilaire Bounsana, Pierre Nkounkou Lamartine, Emmanuel Ndébéka, Auxence Ickonga, Joseph Pouabou, Lazare Matsocota, Auguste Roch Nganzadi et Antoine Kaine. Toi et tes collègues, vous nous fasciniez, nous alors étudiants au C.e.s.b (Centre d'enseignement supérieur de Brazzaville) ou à l'Ecole nationale d'administration.

Tu faisais partie de ces hommes politiques à propos de qui le ministre Joseph Ouabari a écrit: «Le Congo a connu et connaît des hommes politiques humbles, non préoccupés par l'accumulation des biens et ne dérangeant personne, mais très attachés aux valeurs nationales». En ce 23 juillet 2022, je me permettrais encore de paraphraser Charles Péguy pour te dire que:

«La mort n'est rien. Tu es seulement passé, dans la pièce d'à-côté.
Je continue à rire de ce qui nous faisait rire ensemble.
Je pense à toi, je prie pour toi.
Je prononcerai toujours ton nom, partout, comme il a toujours été,
Sans emphase d'aucune sorte, sans une trace d'ombre.
La vie signifie ce qu'elle a toujours été.
Le fil n'est pas coupé.
Pourquoi serais-tu hors de mes pensées,
Simplement parce que tu es hors de ma vue?
Tu n'es pas loin, juste de l'autre côté du chemin».

Ya Milos,

Je me permettrais d'ajouter aussi que tu étais, avec tes qualités et tes défauts, très humble et toujours à l'écoute des autres. Tu nous as laissé un riche héritage, notamment l'amour pour le pays et pour le peuple; le respect de la chose publique et l'attachement aux valeurs républicaines; la notion, le sens du devoir et la glorification du travail; la rigueur dans la gestion des finances publiques; l'humilité et le respect de tout être humain; la résolution des problèmes par le dialogue et non la violence.

Ce qui explique que tu fus l'unique leader politique d'après la Conférence nationale souveraine de 1991, à ne pas avoir eu de milice dont malheureusement, certains se sont servis comme strapontins ou escadrons de la mort, pour assouvir leur soif d'accéder au pouvoir coûte-que-coûte ou de semer la désolation, la terreur, la misère et la mort dans certaines régions où les populations ne demandaient et ne demandent qu'à vivre et à vaquer à leurs occupations dans la liberté et dans la paix.

Malgré les dérisions, les sarcasmes et les injures dont tu fus l'objet pendant ton bref mandat de Premier ministre de la Transition (1991-1992) et qui n'étaient, pour toi, que barbaries, tu ne changeas point d'attitude. A ce propos, tu déclarais à qui voulait l'entendre: «Nous sommes entrés définitivement dans l'État de droit; celui-là qui a mis hors-la-loi, l'arbitraire, l'injustice, le fait du prince, la gabegie, le vol, le culte de la personnalité, la tyrannie, l'hégémonie d'une famille, d'un clan, d'une tribu ou d'une région.

Finis donc ces spectres du passé. Bâtissons désormais, ensemble dans la paix, dans l'unité de toutes les filles et de tous les fils du pays, un Congo de la liberté, de la dignité et de l'honneur.

Nous devons renaître et vivre, désormais, dans la nouvelle culture démocratique qui fait, de chacun de nous, un citoyen libre et vertueux.

(Suite en page 11)

Poésie

Quand Yvon Wilfride Lewa-Let Mandah s'inspire de la guerre de 1997!

Comme nombreux de ses compatriotes comme Alain Mabanckou, Kathia Mounthault, Henri Djombo, Alima Madina, etc, la guerre que le Congo a connue en 1997 a inspiré Yvon Wilfride Lewa-Let Mandah, poète, essayiste, dramaturge, comédien, metteur en scène et directeur artistique de la compagnie théâtrale Autopsie. Ce dernier, qui a célébré l'année dernière ses 25 ans de carrière littéraire, vient de publier, aux Editions L.m.i, à Pointe-Noire, «Vestiges», un recueil de poèmes dans lequel il exprime sa désolation, son amertume, face aux actes odieux qui ont endeuillé de nombreuses familles, délabré et fracturé le tissu social et dont il a été lui-même victime.

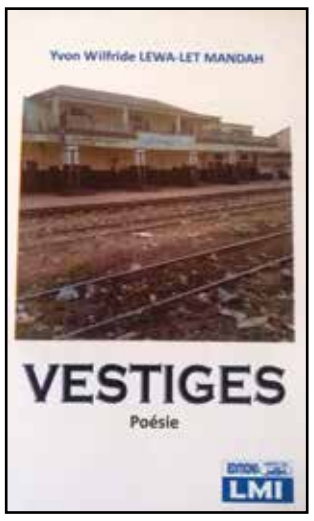
Yvon Wilfride Lewa-Let Mandah a présenté son recueil de poésie, samedi 11 septembre 2022 à l'amphithéâtre Anders-Hellgren de Sueco, dans la ville océane congolaise. La cérémonie de présentation-dédicace a connu la présence du directeur départemental du livre et de la lecture publique, Chardin Alphonse Nkala, et du directeur général des Editions L.m.i, Maurice Loubouakou.

Dixième livre de l'auteur, *«Vestiges»* renferme 87 pages et 48 poèmes, répartis en trois cahiers intitulés respectivement: Vestiges 1, Prémices et Vestiges 2. Pour le critique littéraire, Xavier Mabika Dianga, la thématique du nouvel ouvrage d'Yvon Wilfride Lewa-Let Mandah est variée. Mais *«le Congo reste la pierre qui sédimente l'essentiel des pages. Le Congo vu sous l'angle de la guerre civile de 1997 et au travers ses trois grandes villes, Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie».*

«Vestiges est, avant tout, un cri de désolation face au désarroi causé par la guerre, la coulée d'une angoisse, d'une amertume. Le poète nous entraîne dans un ballet de vers d'une énergie vivante et incantatoire vers les différentes villes délabrées et dans les cryptes de sa douleur interne... L'œil du poète, comme une caméra mobile, se projette sur les villes devenues ruines. La mort, au-dessus de la vie, canines tranchantes, étend sa souveraineté et le poète s'indigne devant ces amas différents… La patrie, en proie à la souffrance, implique la souffrance du poète, car le cœur du pays est celui du poète. Yvon Lewa-Let Mandah porte en lui les stigmates de la guerre. C'est pourquoi il refuse de se taire. Il évoque la litanie de souffrances et de deuil…», a-t-il affirmé.

Yvon Wilfride Lewa-Let Mandah (assis) pendant la dédicace.

«En se remémorant des épisodes de la guerre civile, Yvon Lewa-Let Mandah laisse éclater sa douleur qui se fermente dans la mémoire. Une douleur qu'il nous est convié à vivre, celle d'un enfant perdu dans la nuit du chagrin. Et quand le chagrin flambe, il faut des moyens de survie. Le souvenir paraît la quête d'une harmonie à retrouver, un point lumineux dans les ténèbres de la souffrance. Mais tout étant ruines et dévastation, la nostalgie s'invite nécessairement dans les lieux désolés. Ainsi, le poète exalte les villes jadis florissantes. Tel un archéologue, il questionne les zones et les lieux témoins du temps…», a dit Xavier Mabika Dianga.



La couverture du recueil de poèmes.

La seconde ligne de force du recueil Vestiges, a relevé le critique littéraire, est l'évocation de l'amour, thème auquel Yvon Lewa-Let Mandah consacre la quasi-totalité du cahier 2 du recueil, Prémices: *«Oui, l'amour est le réservoir du poète, la ricochée des attentes. Le poète chante, dans un lyrisme envoûtant, l'être aimé…».*

Autres thèmes évoqués par l'auteur, relevé par le critique littéraire: l'immigration, la restriction du patrimoine africain, l'appropriation de la culture traditionnelle kongo ou *«Mbandzakongologie».*

A propos du style, Xavier Mabika Dianga a souligné: *«L'auteur utilise des mots simples qui rendent la poésie accessible à tous, mais aussi beaucoup de néologismes. Il fait usage aux vers libres et parfois à la versification classique…Ce qui est aussi attrayant dans ce recueil, c'est l'utilisation par le poète des vers et poèmes courts. Ce qui rend sa poésie fluide… On peut aussi souligner l'usage des métaphores».*

Il a expliqué le titre du recueil, en ces termes: *«Vestiges, ici, ne veut pas seulement dire ce qui reste, ce qui demeure après disparition, destruction, c'est-à-dire les ruines, mais aussi ce qu'il y a à pérenniser, à reconstruire et à bâtir pour la survie».*

Outre le mélange de registres linguistiques (français, munukutuba, lingala et kikongo), la singularité du nouveau recueil est qu'il renferme des photographies. *«C'est pour en faciliter, la compréhension, mais aussi amener le public à s'approprier l'art pictural. Je fais l'assemblage des courants littéraires pour définir ma propre identité. Je suis partisan de la liberté dans l'écriture et dans le style»*, s'est justifié l'auteur du livre.

Né le 22 juillet 1974, à Brazzaville, Yvon Wilfrid Lewa-Let Mandah est manager de logistique, personnel travaillant dans les barges on/off-shore. Créateur, en 1996, de la compagnie théâtrale Autopsie, il est aussi président national Congo de l'Institut international du théâtre, organisation mondiale pour les arts de la scène, partenaire officiel de l'Unesco et directeur du Festival international du théâtre et autres arts de scène qui a lieu à Brazzaville et Pointe-Noire. Il est récipiendaire du Prix international de poésie Tchicaya U Tam'si, du Prix Tchikounda de meilleur écrivain, du Prix Sony-Labou-Tansi, du Grand prix Forum, musiciens, artistes et écrivains du Congo-Brazzaville.

Nana KABA

(Suite de la page 10)

Pour ma part, j'ai toujours placé l'intérêt supérieur de la Nation avant toute autre considération et que, malgré les provocations et les humiliations de toutes sortes, j'ai toujours cherché à éviter à notre peuple les épreuves douloureuses où l'égoïsme et les ambitions des politiciens véreux ont voulu nous entraîner. J'ai sacrifié à l'idéal de paix et d'unité nationale qui m'a toujours animé».

Tu appliquais ainsi à la lettre, la maxime latine: *«Regis est tueri cives»*, c'est-à-dire: *«C'est le devoir du roi de protéger ses concitoyens».* Quelle sagesse et quelle vision!

En travaillant avec toi, je n'ai jamais cessé de te respecter, toi qui agissais avec conscience et honnêteté, toi qui exerçais ton libre arbitrage avec sagesse et habileté, toi qui, enfin, as été, pour moi, ce que Mendès France fut pour François Mitterrand, un modèle de père, d'aîné, de cadre, d'intellectuel et d'homme politique et visionnaire. Elle me plaisait et me fascinait ton attitude de bon citoyen intègre qui savait l'importance de la joie et la prônait par l'exemple, motivé, convaincu et enthousiasmé par la réussite de nos nobles idéaux communs dont la paix, le dialogue, la tolérance, la liberté, l'égalité et la fraternité.

A tes côtés, j'ai compris aussi le sens profond de l'amitié. Combien de fois ne m'avais-tu pas dit d'être toujours fidèle en amitié, quelques soient les circonstances, tant dans le bonheur que dans le malheur? Combien de fois me m'avais-tu pas répété qu'un *«véritable ami était une douce chose et que l'amitié était la plus étroite des parentés et que pardonner était une action plus noble et plus rare que celle de se venger?».*

Tu me faisais chaud au cœur, toi qui, par tes plaisanteries, m'enseignais à vivre avec humour le caractère éphémère de l'existence. Je continue à rire toujours, quand je pense à cette question que tu me posas en latin, lors de notre dernière rencontre à Washington, en mai 2007: *«Usque tandem mi fili, eris ex patria?»*, c'est-à-dire: *«Jusque à quand, mon fils, seras-tu hors du pays?».* Je te répondis en latin: *«Ne scio»,* c'est-à-dire: *«Je ne sais pas».* J'ajoutai aussi avec Victor Hugo: *«Fidèle à l'engagement que j'ai pris vis-à-vis de ma conscience, je partagerai jusqu'au bout l'exil de la liberté. Quand la liberté rentrera, je rentrerai».* Et tu éclatas de rire.

C'est la dernière fois que je t'entendais rire et que je te voyais. Chaque fois que j'étais avec toi, tu ne cessais de me répéter et de me confier que la sensibilité, le courage, la solidarité, la bonté, le respect, la tranquillité, les valeurs, la joie, l'humilité, la confiance, l'espérance, la sagesse, les rêves et l'amour pour les autres et pour soi-même étaient les points fondamentaux pour être un homme libre et de bonnes mœurs.

Enfin, je conclurai cette lettre en paraphrasant Kipling dont nous avons souvent lu ensemble son poème: *«Tu seras un Homme, mon fils»*, pour te dire que je *«t'ai vu supporter d'entendre tes paroles travesties par tes adversaires pour exciter leurs militants, et d'entendre mentir sur toi leurs bouches folles sans mentir toi-même d'un mot. Que tu étais bon, que tu savais être sage sans être moral ni pédant. Et que tu fus un Homme»,*

Ya Milos,

Je suis fier et honoré d'avoir été ton ami et ton collaborateur. Là où tu es, prie pour la paix véritable et pour l'unité au Congo; prie pour le peuple congolais; prie pour ta famille et pour nous qui t'avons aimé et qui continuons à t'aimer ad multos annos. Repose en paix, Ya Milos!

Dieudonné ANTOINE-GANGA

Ligue des champions de la Caf

L'As Otohô a manqué son baptême de feu à Cape Town

Samedi 10 septembre dernier, l'As Otohô avait sa première sortie, pour le match aller en tour préliminaire de la Ligue des champions de la Caf (Confédération africaine de football), contre l'équipe sud-africaine de Cape-Town city. Les Congolais ont simplement raté leur sortie, en se faisant battre par 2 buts à 0. Un score lourd qui risque de compromettre les chances de qualification des hommes du D.g Maixent Raoul Ominga.

Le représentant congolais à la Ligue des champions de la Caf, l'As Otohô, qui a fait le déplacement de l'Afrique du Sud, pour sa première sortie en match aller, a plié l'échine. Pourtant, au cours de la rencontre, les Congolais se sont bien comportés à la première période, ou ils étaient à égalité avec leurs adversaires, à 0 buts partout.

L'As Otohô.

Revenus des vestiaires, les poulains de l'entraineur Julien Met n'ont pas résisté à la fougue de l'attaque sud-africaine. A la 51ème minute, par inattention de la défense, Taahir Goedeman a inscrit le premier but sud-africain, avant d'encaisser le deuxième à la 60ème minute, par l'entremise de Mark Van Heerden. On a suivi après que les Congolais étaient acculés et risquaient même d'encaisser un troisième but qu'ils ont néanmoins évité.

Jusqu'à la fin de la rencontre, plus rien n'a été marqué. Mais, les deux buts encaissés mettent en danger l'As Otohô qui doit multiplier ses efforts, pour éviter l'élimination devant son propre public, à Brazzaville, pour le match retour, dimanche 18 septembre, au Stade Alphonse Massamba-Débat. Il est clair que les Congolais sont condamnés à gagner ce match par un large score, s'ils veulent arracher leur qualification. Ce n'est pas impossible. Mais, un tel scénario n'est pas courant pour le football congolais. L'A.s Otohô va-t-elle faire une exception? Wait and see!

Luze Ernest BAKALA

Dynamique du grand mwenè Maixent Raoul Ominga

Un tournoi de football et de nzango, à Brazzaville, pour occuper les jeunes

La Dynamique du grand mwenè Maixent Raoul Ominga, dirigée par Jefté Obanda dit maître Dounga-Son, ceinture noire troisième dan de judo, a procédé, dimanche 11 septembre 2022, au C.e.g Conférence nationale, à Ouenzé, le 5ème arrondissement de Brazzaville, au coup d'envoi du Tournoi de football et de nzango, dont la première édition est dédiée à l'ancien international Jean-Jacques Ndomba Le Géomètre. Appelé Tournoi de l'unité, cette compétition, qui se joue jusqu'à la fin du mois de septembre, regroupe 8 équipes de football et 8 autres de nzango des adolescents de 15 à 18 ans, venus des arrondissements de la ville capitale. Il s'agit, pour l'association, de lutter contre l'oisiveté des enfants pendant les vacances scolaires et les phénomènes de banditisme appelé «kuluna» et «bébés noirs».

C'est par le nzango que la première édition du Tournoi de l'unité organisé par la Dynamique du grand mwenè Maixent Raoul Ominga, a été lancée, au C.e.g Conférence nationale. A peine créée, le club de nzango As Otohô a fait sa première apparition dans un tournoi, en battant l'Association sportive de Moungali, par le score de 17 pieds à 15.

Sandra Sita capitaine, de l'As Otohô nzango, satisfaite de la prestation de son équipe, est confiante pour arriver en finale. *«Je suis ravie pour l'opportunité que le président Maixent Raoul Ominga nous a donnée, parce que c'est pour la première fois que nous participons à un tournoi, depuis la création de notre équipe de nzango. C'est aussi notre sortie officielle. Nous avons gagné et nous ne comptons pas nous arrêter là. Nous irons jusqu'en finale»*, a-t-elle confié.

Photo de famille des deux équipes de football, l'As Otohô et la Dynamique Obosso.

Une phase de jeu de nzango, pendant la compétition.

Au football, le coup d'envoi a été donné par le président de la dynamique, Jefte Obanda dit maître Dounga-Son. Le match d'ouverture a opposé l'As Otohô du quartier Ouenzé à la Dynamique Obosso et s'est soldé un nul de 0 but partout.

Selon Guélord Obanda, coordonnateur de la dynamique, il était important de rassembler les jeunes des neuf arrondissements de Brazzaville, autour du sport, pour aussi dénicher les jeunes talents. *«Nous avons voulu prôner la paix, en organisant ce tournoi. Car le sport, c'est l'un des facteurs qui unit les peuples»*, a-t-il souligné.

Signalons que ce tournoi se poursuivra jusqu'à la fin du mois. Plusieurs récompenses sont prévues pour récompenser les meilleurs sportifs et les meilleurs clubs. Les organisateurs ont prévu aussi de remettre à chaque participant (joueurs, responsables de clubs, etc) des kits scolaires pour leur permettre de préparer la rentrée scolaire. La Dynamique du grand mwenè Maixent Raoul Ominga envisage d'organiser ce tournoi chaque année, à travers les départements.

L. E. BAKALA

Coupe de la Caf

Les Diablotins rentrent dans la danse à partir d'octobre prochain

Exempté du tour préliminaire de la Coupe de la Caf (Confédération africaine de football), le Club Diables-Noirs football est en phase de préparation, en livrant des matches amicaux. Les Diablotins vont jouer leur premier match sur la scène africaine au mois d'octobre prochain. C'est le deuxième représentant congolais en coupe africaine. Pour y préparer leur équipe, les dirigeants des Diables-Noirs ont opté pour un stage bloqué à Kinshasa, en R.D Congo. Mais,

Les Diablotins lors de leur premier match amical à Kinshasa.

le premier match amical avec l'équipe Maniema Fc s'est soldé par la défaite des Diablotins (2-1).

De retour au pays, ils se sont affrontés avec l'Etoile du Congo, mercredi 14 septembre dans l'après-midi, au Stade Alphonse Massamba-Débat. Le coach Clément Massamba, qui pense que les résultats de ces matches amicaux importent peu, met l'accent sur les conditions des joueurs: *«Nous n'avons pas encore mélangé les nouveaux aux anciens joueurs. Jusque-là, ce sont les nouveaux et quelques anciens qui tournent. La semaine qui va commencer, tous seront ensemble, avec les malades qu'on a récupérés. On va avoir une idée exacte, de l'état de santé de l'équipe. Il faudra intégrer les quelques internationaux que nous avons qui sont guéris des différents maux qu'ils avaient. Je pense que l'espoir est là. Il reste à jouer beaucoup de matches amicaux au niveau international. Un seul match ne suffit pas. Il en faudra deux ou trois. A ce moment-là, nous allons décomplexer les jeunes et avoir une idée fixe de notre équipe».*

Le moins qu'on puisse dire est que les Diables-Noirs ont du pain sur la planche. Ils doivent donc beaucoup travailler, mettre les joueurs en condition maximum, pour honorer le football congolais sur la scène africaine. L'As Otohô, le premier représentant congolais, ayant démarré ses compétitions africaines de manière peu rassurante.

L. E. BAKALA

Football

Départ de Dimitri Bissiki Maniokélé alias Kecha s'est engagé au Fc Saint-Eloi Lupopo de Kinshasa (RD Congo), pour trois ans. Agé de 31 ans, le latéral le plus régulier du championnat national de football congolais a quitté l'As Otohô cette année. C'est pour la première fois que le célébrissime latéral gauche des Diables-Rouges sort du pays, pour découvrir un autre championnat que celui du Congo qu'il a l'habitude de jouer. La rédaction du journal Horizon Africain lui souhaite bonne réussite et bon vent.